



## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

### La société civile se mobilise

Dans deux mois, le Conseil européen d'Amsterdam des 16 et 17 juin devrait clore les travaux de la **Conférence intergouvernementale** et adopter les réformes du traité de l'Union européenne. Le secret qui continue à entourer les négociations empêche d'appréhender les principaux enjeux et les incertitudes restent nombreuses.

A la différence des conférences intergouvernementales qui avaient précédé l'Acte unique et le traité de Maastricht, la société civile se mobilise pour faire entendre la voix des citoyens. Nous mentionnons quelques unes de ces initiatives page 2.

A l'occasion du 40e anniversaire du traité de Rome, le Forum permanent de la société civile, qui regroupe près de 100 organisations européennes, a organisé les 22 et 23 mars à Rome les deuxièmes Etats généraux de la société civile. Un projet de **Charte des Citoyennes et Citoyens Européens** a été adopté ; il fait l'objet d'une pétition auprès du Président du Parlement européen, afin que celui-ci s'en saisisse, en même temps que se poursuit un processus d'élaboration du projet.

Toutes les initiatives de la société civile convergent sur la nécessité pour l'Union européenne de **reconnaître les droits fondamentaux**, civiques et politiques, économiques et sociaux, et d'en **garantir l'exercice**, ce qui implique de les inscrire dans le traité.

Le rapport du Comité des Sages, présidé par Maria de Lourdes Pintasilgo, ancien Premier ministre du Portugal, *"Pour une Europe des Droits civiques et sociaux"*, l'exprime clairement : *"L'Europe ne se construira pas sur fond de chômage et d'exclusion, ni sur un déficit de citoyenneté. L'Europe sera l'Europe de tous, de tous ses citoyens, ou ne sera pas. Elle n'affrontera pas les défis qui sont maintenant devant elle, ceux de la compétitivité, du choc démographique, aussi bien que de l'élargissement ou de la mondialisation, si elle ne renforce pas sa dimension sociale et ne démontre pas sa capacité à ce que les droits civiques et sociaux fondamentaux soient respectés et appliqués"*.

Il reste deux mois pour multiplier les initiatives, au plan européen comme dans chacun des Etats membres, afin que la conférence intergouvernementale permette de **rééquilibrer** la construction économique et monétaire par de réelles avancées sociales, citoyennes et politiques, de **redonner du sens** à l'intégration européenne pour les peuples européens

Pierre Bauby et Jean-Claude Boual

### Livre vert Marchés publics

Dans le cadre de la concertation organisée par la Commission européenne sur le Livre vert **'Les marchés publics dans l'Union européenne'**, le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général a fait une série de propositions portant sur la transparence des procédures et l'évaluation des directives ; la fraude et la corruption ; la négociation des contrats de concession et la gestion déléguée ; les problèmes posés par l'existence d'oligopoles dans certains pays et au plan européen en matière de services aux collectivités ; la formation des acteurs ; la sous-traitance.

*Le texte de cet avis est disponible* (en français) auprès du Comité européen de liaison : Fax: 33 (0)1 40 42 13 78, E-mail : bauby@worldnet.fr.

### The Civil Society Mobilises

In two months, the European Council in Amsterdam (16 and 17 June) should conclude the work of the **Inter-Governmental Conference** and adopt reforms to the Treaty of the European Union. The secrecy surrounding the negotiations makes it hard to follow the principal issues at stake, and much uncertainty remains.

In contrast to the inter-governmental conferences which preceded the Single European Act and the Maastricht Treaty, Europe's civil society is mobilising to make sure the Union's citizens are heard. Several initiatives are given on page 2.

At the 40th Anniversary of the Treaty of Rome, the Permanent Forum for the Civil Society, which draws together nearly 100 European organisations, held the Second States General for the Civil Society, in Rome on the 22 and 23 March. A project for a **European Citizens' Charter** was adopted: as the drafting of the Charter continues, it is also the subject of a petition to be put to the President of the European Parliament, so that he may act on it.

All the initiatives of the Civil Society converge on the importance for the European Union to recognise **fundamental** civic and political as well as economic and social **rights**, and to guarantee that they can be exercised. This means introducing them into the Treaty?

The report by the Committee of Wise Men, chaired by Maria de Lourde Pintasilgo (former Prime Minister of Portugal) clearly states, *"If a Europe of civic and social Rights is to exist, it cannot be built on the basis of unemployment and exclusion, nor on a deficit in citizenship. Europe exists for all, for all citizens, or does not exist at all. Europe will not be able to meet the challenges of competitiveness, of demographics, nor of enlargement or globalisation if it does not reinforce its social dimension, and does not demonstrate its capacity to ensure that fundamental civic and social rights are respected and applied"*.

Two months are left for further initiatives to be taken, both at the European and member state level, so that the Inter-Governmental Conference may permit a **re-balancing** of economic and monetary construction by real advances in social policy, citizenship and politics, thus providing a **renewed sense** to European integration for the peoples of Europe.

Pierre Bauby and Jean-Claude Boual

### The Green Paper on Public Markets

Within the framework of concertation organised by the European Commission on the Green Paper: *"Public Markets in the European Union"*, the European Liaison Committee on Services of General Interest put forward a series of proposals relating to: the transparency of procedures and the evaluation of directives; fraud and corruption; the negotiation of concession contracts and the delegation of management; the problems arising from oligopolies in certain countries and at a European level concerning certain collective services, the training of professionals; and sub-contracting.

*The text of this stated opinion is available* (in French) from the European Liaison Committee: Fax 33 (0) 1 40 42 13 78, or from bauby@worldnet.fr.

## Initiatives

Le projet de **Charte des Citoyennes et Citoyens Européens**, adopté lors des IIe Etats généraux de la société civile les 22 et 23 mars à Rome, est destiné à constituer "*la base d'un pacte constitutionnel*". Il souligne que la citoyenneté européenne a "**deux composantes indivisibles : civique et politique, sociale et politique**". En quatre titres et dix articles, il définit les droits et devoirs des citoyens européens. L'article 8.2 est consacré aux services d'intérêt général: "*L'Union est garante de la solidarité et de la cohésion sociale. Elle établit à cette fin des règles publiques et sociales sur le marché intérieur et des politiques communes pour le développement. L'accès des citoyens européens aux services d'intérêt général au niveau des Etats membres et de l'Union, contribuant aux objectifs d'égalité, de solidarité et de cohésion sociale, fait partie intégrante de la reconnaissance et de la garantie d'exercice des droits fondamentaux de la personne humaine. Chaque citoyen a droit notamment à un environnement sain, à une justice égale pour tous, à un enseignement, à des soins de santé et des services sociaux de qualité*". Le projet de Charte fait l'objet d'une **pétition** au Président du Parlement européen pour amener celui-ci à s'en saisir. Le Forum de la société civile poursuit le processus d'élaboration de la Charte et prépare la suite des Etats généraux de la société civile.

**Contact** : Forum permanent de la société civile, Place du Luxembourg 1, B - 1050 Bruxelles. Tel (32-2) 512 44 44. Fax (32-2) 512 66 73.

La **plate-forme des ONG européennes du secteur social** demande, à l'occasion du 40e anniversaire du traité de Rome, que l'Europe se donne les moyens de promouvoir les valeurs dont elle est le berceau, prioritairement la reconnaissance de la dignité de l'homme comme valeur absolue et le respect de celle-ci dans ses droits fondamentaux, la solidarité, la tolérance et la démocratie. Elle insiste pour que "*les droits fondamentaux soient inscrits dans le traité*".

Le **Comité exécutif d'EAPN** (Réseau européen des associations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale) demande que la CIG "*permette à l'Union de devenir un espace organisé de solidarité. Les politiques sociales doivent être au coeur des politiques monétaires et économiques et non subordonnées à celles-ci, comme c'est le cas actuellement. C'est seulement à cette condition que les populations qui se sentent étrangères au processus de la construction européenne pourront se réconcilier avec elle*".

**Contact** : EAPN, 205 rue Belliard, bte 13, B - 1040 Bruxelles. Tel: (32-2) 230 44 55. Fax: (32-2) 230 97 33. E-mail: [eapn@infoboard.be](mailto:eapn@infoboard.be).

La **Fédération européenne des services publics**, affiliée à la Confédération européenne des syndicats, demande qu'un chapitre sur l'emploi et le Protocole social soient inclus dans le traité, que soient renforcés les droits des travailleurs transnationaux, que la protection des intérêts des citoyens fasse l'objet d'une référence dans le traité visant à promouvoir les services publics.

Le Conseil des associations d'Europe a organisé les 3 et 4 avril à Strasbourg des **Assises des associations d'Europe**, destinées à leur permettre de participer de manière plus affirmée à la construction européenne grâce aux différents modes de consultation et de coopération. Le Conseil des associations d'Europe veut susciter le création d'une véritable Assemblée permettant la représentation du monde associatif et sa reconnaissance par les autres institutions européennes.

**Contact** : Conseil des associations d'Europe, Maison des associations, 40 rue de Washington, B - 1050 Bruxelles. Tel-Fax: (32-2) 644 31 98.

Afin de faire circuler rapidement les informations, adressez à "**NOUVELLES-NEWS-EUROPE**" de **brèves informations** en anglais et français par courrier, fax ou e-mail.

## Initiatives

The project for a **European Citizens' Charter** was adopted at the Second States General for the Civil Society, held in Rome on the 22 and 23 March. Its aim is to constitute "*the basis of a constitutional pact*". It stresses that European citizenship is made up of "**two, indivisible components: civic and political, social and political**". In four titles and ten articles, it defines the rights and duties of European citizens. Article 8.2 addresses services of general interest: "*The Union is the guarantor of solidarity and social cohesion. To this end it establishes the public and social rules for the internal market and common policies for development. The access of European citizens to general interest services at the level of Member States and the Union, contributing to the objectives of equality, solidarity and social cohesion, are an integral part of the recognition and the guaranteed exercise of the fundamental rights of human beings. Each citizen has the right, notably, to a healthy environment, equal justice for all, education, health care, and quality social services*". The project for the Charter is the subject of a petition to be put to the President of the European Parliament, so that he may act on it. The Forum for the Civil Society is carrying on with the drafting of the Charter and organising the follow-up of the States General of the Civil Society.

**Contact**: The Permanent Forum for the Civil Society, Place du Luxembourg 1, B - 1050 Brussels. Tel: 32-2-512 44 44. Fax: 32-2-512 66 73.

On the occasion of the 40th Anniversary of the Treaty of Rome, **the platform of European NGOs in the social sector** demands that Europe provides itself with the means of promoting the values to which it gave birth, especially the recognition of human dignity as an absolute value and its respect in fundamental rights, solidarity, tolerance and democracy. The platform insists that "*fundamental rights be written of the Treaty*".

The **Executive Committee of EAPN** (the European Network of associations struggling against poverty and social exclusion) has asked the IGC to "*permit the Union to become a space for organising solidarity. Social policies should be at the heart of monetary and economic policy, and not subordinated to it, as is presently the case. Only under these conditions will populations who presently feel themselves as strangers to the process of integration be reconciled to it*".

**Contact**: EAPN, 205 rue Belliard, bte 13, B - 1040 Bruxelles. Tel: (32-2) 230 44 55. Fax: (32-2) 230 97 33. E-mail: [eapn@infoboard.be](mailto:eapn@infoboard.be).

The **European Federation of Public Services**, affiliated to the European Federation of Trade Unions, demands that a Chapter on employment and a Social protocol be included in the Treaty, that the rights of trans-national workers be reinforced, and that the protection of citizens' interests are referred to in the Treaty with the aim of promoting public services.

The Council of European Associations organised the **Conference of European Associations** on the 3 and 4 April in Strasbourg, aimed at allowing associations to participate more affirmatively in the construction of Europe, thanks to different forms of consultation and cooperation. The Council of European Associations is seeking to create a full Assembly, which would allow non-profit-making associations to be represented and recognised by other European institutions.

**Contact**: The Council of European Associations, Maison des Associations, 40 rue de Washington, B - 1050 Bruxelles. Tel-Fax: (32-2) 644 31 98.

To help the rapid flow of news, please send brief information to "**NOUVELLES-NEWS-EUROPE**", in English and French, by courier, fax or e-mail.

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33) 01 40 42 50 24. Fax : (33) 01 40 42 13 78. E-mail : [bauby@worldnet.fr](mailto:bauby@worldnet.fr). Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Diffusé exclusivement par Fax et Email. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 500 FF. *Subscription for 1 year: FF 500*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.